

UN BON ÉLÈVE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

En 2013, la Banque Mondiale classait le Mali parmi les pays africains ayant fourni le plus d'efforts pour améliorer le « climat des affaires » depuis 2005¹. Malgré la crise qui a secoué le nord du pays de 2012 à 2013, il est resté le premier parmi les huit nations de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au classement Doing Business 2013². En 2014, le Mali a perdu ce leadership en arrivant juste derrière le Burkina Faso au classement général (155e place)³. Le pays reste cependant un des « bons élèves » de la Banque Mondiale en Afrique sub-saharienne.

LES RÉFORMES DOING BUSINESS AU MALI

Depuis la mise en place du *Mali Investment Climate Program* (MICP) en 2008, l'objectif de réformer le « climat des affaires », notamment en faveur des entreprises agroalimentaires tournées vers l'export, a été largement atteint, comme le montre le relevé de 'bonnes réformes' dans les rapports Doing Business¹³:

DB 2008 :

- ✓ « Transfert de propriété » : création d'un guichet unique pour enregistrer les baux.

DB 2009 À 2011 :

- ✓ « Commerce transfrontalier » : le temps nécessaire pour commercer a été divisé par deux grâce à de nouveaux systèmes électroniques (2009), la réduction de la documentation nécessaire (2010) et l'élimination de certaines procédures d'inspection (2011).

DB 2011 :

- ✓ « Transfert de propriété » : le Mali a réduit la taxe sur le transfert de propriété de 15% à 7% de la valeur de la propriété, ce qui a permis aux entreprises de faire d'importantes économies¹⁴.

DB 2013 :

- ✓ « Paiement des impôts » : le Mali a diminué les taxes sur les revenus des entreprises.

ACCAPAREMENT DES TERRES SOUS LES AUSPICES DE LA BANQUE MONDIALE

A partir de 2008, l'équipe spécialisée dans le « climat des affaires » de la Banque Mondiale a soutenu la création du *Mali Investment Climate Program* (MICP) dont l'objectif clé était d'accroître les investissements, notamment dans l'agroalimentaire, en mettant en œuvre des réformes favorables aux investisseurs⁴. La Banque Mondiale a ensuite favorisé la création de l'Agence de Promotion des Investissements (API) malienne en 2009⁵. Cette agence promeut activement les grands investissements agricoles⁶. L'API fait en sorte que le pays offre des conditions avantageuses aux investisseurs et favorise les cultures d'exportation. En 2011, l'agence assurait que la terre agricole pouvait être louée à un « prix symbolique » et que « les entreprises exportatrices (qui exportent au moins 80% de leur production) bénéficieront de 30 ans d'exonération sur les droits et taxes »⁷. C'est grâce à ces conditions que les investissements fonciers ont fait un bon spectacle au Mali à partir de 2009. En 2010, 544,567 hectares de terres étaient loués à 22 investisseurs, principalement pour des monocultures destinées à l'exportation ou pour la production d'agrocarburants, malgré une forte résistance des communautés locales⁸.



MALI POST-CRISE : L'OPPORTUNITÉ DE "DÉVELOPPEMENT" QUE LA BANQUE MONDIALE NE VEUT PAS MANQUER

En mars 2013, la Banque accordait un prêt de 20 millions de dollars à taux zéro pour le développement d'un *Programme de compétitivité et de diversification agricole* qui aidera le Mali « à améliorer son agriculture et sa production alimentaire en favorisant des liens plus étroits avec l'industrie agro-alimentaire et le crédit commercial »⁹. En septembre 2013, elle accordait un second prêt de 50 millions de dollars sans intérêts pour soutenir le *Plan de Relance Durable du Mali* (PRED). Puis, ce chiffre a été doublé en décembre 2013, portant à 100 millions de dollars le soutien de la Banque au PRED dont l'un des objectifs est de « doubler les superficies exploitées à l'horizon 2017 » dans la zone de l'Office du Niger¹⁰. Pour Ibrahim Coulibaly, Président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali, « en ces temps de reconstruction du Mali et alors que 2014 a été déclarée année de

l'agriculture familiale, l'orientation de la Banque en faveur de l'agrobusiness est une source de grande inquiétude pour les organisations paysannes en lutte contre l'accaparement des terres au Mali et pour la souveraineté alimentaire du pays. »¹¹

Le nouveau directeur des opérations de la Banque pour le Mali, Mr. Paul Numba Umb, soulignait en mars 2014 « l'excellence des relations » avec le pays et a rendu compte de la stratégie de son institution en faveur du développement des agropoles, des spéculations agricoles et de la transformation des produits agricoles.¹² Le fait que la ministre de l'économie de l'époque, Mme Bouaré Fily Sissoko, était précédemment en poste à la représentation de la Banque à Bamako, favorise sans doute cette excellence.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 Fomba Harouna, *Doing Business 2013 : le Mali, un top réformateur en Afrique*, Afrik.com, 30 octobre 2012.
- 2 Agence de Promotion des Investissements, Mali. <http://www.apimali.gov.ml/index.php?mact=News,cntnto1,detail,o&cntnto1articleid=121&cntnto1returnid=60> (consulté le 25 mars 2014).
- 3 Banque Mondiale, Classements Doing Business. <http://www.doingbusiness.org/rankings> (consulté le 24 mars 2014).
- 4 A Boost for New Business in Mali, Mali's friendlier investment climate has attracted 4,600 new Businesses, The Mali Investment Climate Program, Banque Mondiale. https://www.wbginvestmentclimate.org/publications/upload/Mali_A4_FINAL.pdf (consulté le 24 mars 2014).
- 5 Baxter Joan, Comprendre les investissements fonciers en Afrique, Rapport Mali, Oakland Institute, 2011. http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Mali_FR_04.pdf (consulté le 26 mars 2014).
- 6 Promotion de l'Investissement Privé au Mali, opportunités d'investissement dans la filière des oléagineux, Présentation, Agence pour la Promotion des Investissements, Novembre 2011. http://www.apimali.gov.ml/uploads/documents-utiles/Pr%C3%A9sentation_investisseurs_Agri_OI%C3%A9agineux_fran%C3%A7ais.pdf (consulté le 24 mars 2014).
- 7 Ibid.
- 8 Baxter Joan, *op. cit.*
- 9 *La Banque mondiale finance un nouveau soutien à l'agriculture pour le Mali*, Communiqué de Presse, Banque Mondiale Actualité, 28 mars 2013.
- 10 Plan Pour la Relance Durable du Mali 2013-2014, République du Mali, avril 2013. <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2013/cr13111f.pdf> (consulté le 27 mars 2013).
- 11 Communication directe du 4 avril 2014.
- 12 *La Banque mondiale à Koulouba : Le développement des agropoles au Mali à la loupe.*, L'Indicateur du Renouveau, 25 mars 2014.
- 13 Banque Mondiale, Réformes Doing Business au Mali. <http://www.doingbusiness.org/reforms/overview/economy/mali> (consulté le 24 mars 2014).
- 14 *A Boost for New Business in Mali, Mali's friendlier investment climate has attracted 4,600 new Businesses*, *op. cit.*



The Oakland Institute

The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619 • USA
www.oaklandinstitute.org • info@oaklandinstitute.org

Cette fiche a été rédigée par Alice Martin-Prével.
Photo: Panneau de l'Agence pour la Promotion des Investissements à Bamako, Mali. © Joan Baxter / Oakland Institute.